

Séparation

Simone
Bitton

Au lendemain de la série d'attentats suicides de Jérusalem, Ashkelon et Tel-Aviv, qui ont fait plusieurs dizaines de morts civils en Israël, le journaliste Amnon Dankner est allé prendre le pouls de l'opinion « populaire ». Voici, telles qu'il les énumère, les expressions qu'il a le plus souvent entendues en ce qui concerne la solution future du conflit israélo-palestinien (*Haaretz*, 8 mars 1996) :

« Il faut les enfermer, les mettre en cage, en faire un zoo, construire une barrière, qu'ils aillent au diable, qu'ils marinent dans leur jus là où ils sont, qu'on ne les ait plus sous les yeux chez nous, qu'on leur donne un Etat et qu'ils y fassent ce qu'ils veulent. »

Dankner, dont tous les Israéliens connaissent les sympathies « de gauche » du fait de sa prestation hebdomadaire à l'émission de télévision « Popolitika » où il donne régulièrement la réplique à son contradicteur de droite Yossef Lapid, considère ces réactions comme un signe de « maturité » du peuple israélien¹. Tous ces braves gens qu'il a interrogés dans les cafés, les pizzerias et les arrêts d'autobus de Beit Shemesh ou d'Ashdod se seraient enfin rendus au bien-fondé du principe de la « séparation » que lui, Dankner, préconise depuis fort longtemps. Mieux encore : ils auraient même compris que ce mot savant, inventé par les « gauchistes » de Tel-Aviv, ne signifie pas autre chose que la création d'un Etat palestinien indépendant et cela ne les inquiète pas, bien au contraire. D'ailleurs, à Ashkelon, un vendeur de sandwich qui a toujours voté Likoud lui a affirmé que cette fois il votera « *pour celui qui dira clairement qu'on leur donnera un Etat avec Jérusalem-Est et qu'on les enfermera dedans à double tour* ».

1. Comme la plupart des provocateurs vedettes de « talk-shows » télévisés, en Israël comme ailleurs, Dankner a pour talent essentiel de savoir très bien couper la parole à ses interlocuteurs et la garder le plus longtemps possible. Son « gauchisme » déclaré n'est bien entendu qu'un léger vernis contestataire venant agrémenter un fond de commerce idéologique bien rôdé, ultra-consensuel et sans surprise. Il y a une dizaine d'années, il avait cependant commis l'erreur impardonnable de traiter de « babouins » les supporters du Likoud, ce qui avait été fort justement considéré comme un propos raciste à l'égard des juifs orientaux. Depuis, sans doute pour se faire pardonner, il se met souvent à l'écoute, comme ici, du « bon sens populaire ».

On en est donc là. Dans le glossaire du jargon usuel des différents argumentaires moyen-orientaux, le terme abject de « séparation » est dorénavant bien ancré à une place respectable aux côtés des termes déjà consacrés de « sécurité » (d'Israël), de « bouclage » (des Palestiniens), de « traumatisme » (des Israéliens), ou de « menace » (islamiste).

Le mot hébreu pour « séparation » est *hafrada* ; en toute logique, il devrait être classé dans la même catégorie repoussante que son comparse afrikaner *apartheid*. Mais selon le décodage casuistique offert par Dankner (séparation = Etat palestinien indépendant = paix), il faudrait au contraire le ranger dans la catégorie positive des nouveautés de vocabulaire issues du processus de paix israélo-arabe. La « séparation » serait une promesse radieuse, un mot clé à inscrire dans le nouveau langage du « nouveau Moyen-Orient » de Shimon Pérès. Qui pourrait être assez retors, en effet, pour s'imaginer que la « nouveauté » promise ne pourrait consister qu'en quelques contrats juteux entre Israël et les pays du Golfe, quelques investissements de capitaux marocains dans l'infrastructure hôtelière israélienne ? Qui pourrait avoir le mauvais goût de ne pas applaudir à la création de zones industrielles telle que celle qui est en train de voir le jour au barrage d'Erez, où la main-d'œuvre bon marché – c'est-à-dire misérable – de Gaza viendra travailler pour Israël sans aller en Israël où « on ne veut pas les avoir sous les yeux » ?

Comme les inventeurs de l'apartheid en leur temps, les adeptes de la *hafrada* sont intarissables sur les avantages « humanistes » de leur nouvelle trouvaille : la *hafrada* évitera les frictions quotidiennes entre deux populations « traumatisées » (pour les besoins de la bonne cause, les Palestiniens y gagnent la reconnaissance d'un traumatisme jusque-là fort peu pris en compte) ; la *hafrada* ne durera que quelques dizaines d'années, elle est destinée à préparer des jours meilleurs pour nos enfants ; lorsque les Palestiniens auront atteint le niveau d'indépendance et de démocratie requis (en se développant séparément dans leurs

bantoustans ?), on ouvrira les frontières et l'agneau pourra paître avec le loup.

Et qu'on ne vienne pas leur dire que la construction d'une barrière électronique autour de chaque colonie israélienne, de chaque camp de réfugiés palestiniens, tout au long de la « ligne verte », serait une entreprise quasi impossible, prendrait des années, coûterait les yeux de la tête, défigurerait le paysage, etc. ; ils vous répondront doctement que la « sécurité » n'a pas de prix. Ne venez pas leur dire, surtout, que vous les suspectez de vouloir affamer et emprisonner les Palestiniens : ils vous regarderont de haut et lâcheront avec étonnement : Mais c'est ce qu'ils veulent, non ? puisqu'ils ne veulent pas de nous, qu'ils restent entre eux.

Depuis que le terme de « séparation » existe, les Israéliens utilisent de moins en moins celui de « bouclage », et la presse israélienne se vide de reportages et de nouvelles sur ce qui se passe « de l'autre côté² ». Très rares sont les journalistes qui traversent encore les barrages pour aller écouter les Palestiniens comme Dankner écoute les Israéliens (après tout, disent les adeptes de la *hafrada*, ils ont leur propre presse pour y déverser leurs jérémiades, nos journaux ont assez à faire avec nos problèmes). Dans *Haaretz* du 3 avril, veille de la Pâque juive, Gidon Levi se livre tout de même à un bilan critique et désabusé :

« Pendant l'année écoulée, qui devait être l'année d'un tournant historique pour les Palestiniens comme pour nous [...], j'ai souvent tenté d'expliquer à mes interlocuteurs palestiniens que les mesures prises cette année étaient le début d'une grande révolution dans leur destinée nationale et individuelle ; je leur disais que leur Etat était en marche, que les

2. A propos de la presse israélienne, dont je suis la première à souligner la qualité et l'importance et dont je profite largement dans l'exercice de mes propres activités journalistiques, à la *Revue d'études palestiniennes* comme ailleurs, je ne peux cependant passer sous silence que la mode de la « séparation » y est suivie aussi crapuleusement qu'ailleurs ; ainsi, seize ouvriers arabes (de nationalité israélienne), certains d'entre eux avec une ancienneté de dix ans, viennent d'être poliment « démissionnés » de l'imprimerie du quotidien *Maariv* sans avoir commis la moindre faute professionnelle. Selon *Haaretz*, le motif invoqué par la direction de l'imprimerie serait que leur présence dans l'entreprise constitue un « danger sécuritaire ».

Israéliens avaient commencé à accepter de sortir de leur vie, mais je me suis toujours heurté à un grand scepticisme mêlé de désespoir [...] ; ils me parlaient des barrages toujours présents partout, des humiliations quotidiennes qu'ils continuent de subir, des difficultés incessantes pour l'obtention de telle ou telle autorisation [...] ; je me disais que lorsqu'ils auront digéré ce qui leur arrive, ils finiront par être heureux.

Puis vint la dernière vague d'attentats et les sanctions collectives qui ont suivi, et les cartes ont été brouillées. En cette veille de fête de la liberté juive, 2 millions et demi d'êtres humains se trouvent toujours, il faut bien l'avouer, sous notre occupation presque totale. Les sanctions de ces derniers jours ont prouvé que le doute et l'amertume des Palestiniens étaient justifiés. Malgré tout ce qui s'est passé entre Pâques 95 et Pâques 96, entre deux célébrations de la fête de la libération des juifs, Israël est toujours susceptible de décréter l'enfermement d'une population immense dans une grande prison pour plusieurs mois. »

Dans *Haaretz* du 5 avril, Amos Oz écrit :

*« Dans chaque société, la plus petite soit-elle, et même à l'intérieur de la cellule familiale, deux forces contraires au moins s'affrontent en permanence : l'instinct d'intégration et l'instinct de différenciation. [Oz utilise le mot *hitpardout*, dérivé de la même racine que *hafrada*, mais sur le mode actif]. L'instinct d'intégration rassemble les couples, les cercles d'amis, les associés ou les membres d'un groupe. L'instinct de différenciation les pousse à se séparer. Gare à une société au sein de laquelle l'instinct de différenciation prendrait le dessus sur celui d'intégration. »*

Un instant, j'ai cru rêver : Oz partirait-il en campagne contre le bouclage des territoires ? Contre la *hafrada* dont il est à ce jour l'un des plus ardents défenseurs ? La suite de ma lecture m'a fait déchanter. Alors qu'on apprend qu'une femme palestinienne, devant un barrage israélien, a accouché d'un enfant mort-né, mais surtout à deux mois des élections israéliennes, Amos Oz fait indirectement campagne pour ses amis travaillistes en publiant une ode de cinq pages... à la gloire du kibboutz ; le kibboutz

qui « répond à l'un des besoins les plus primaires et les plus intangibles de l'être humain : la solidarité, la soif de l'autre en tant qu'autre [...] ».

La « séparation » en tant que solution humaniste ne devrait abuser que ceux qui veulent bien être abusés, mais à ma grande consternation, elle commence à être considérée comme un moindre mal par certains Palestiniens. A ceux-là, je ne saurais trop conseiller, une fois de plus, de penser à l'Afrique du Sud. Je leur citerais l'écrivain afrikaner André Brink. C'est un auteur prolix et honnête, au style un peu laborieux mais accessible à tous (Oz, à propos, est-il le si grand auteur qu'on prétend ?), dont les romans ont fait connaître à des millions de lecteurs de par le monde l'insoutenable réalité de l'apartheid. Un homme courageux, qui n'a pas hésité à soutenir la lutte armée de l'ANC malgré la grande répulsion que lui inspire toute violence. Dans un de ses romans figure ces quelques phrases qu'Amos Oz n'aurait jamais pu écrire, des phrases qu'Amos Oz est incapable de penser, *a fortiori* de formuler :

« [...] Si, au sein d'un même pays, vous divisez les races en deux camps, les gens de chaque camp oublieront très vite que les gens de l'autre camp sont des êtres humains comme eux, qu'ils vivent et rient comme eux, qu'ils connaissent la joie et la souffrance comme eux. Chaque camp se méfiendra peu à peu de l'autre et chacun finira par avoir peur de l'autre, ce qui est le point de départ du racisme [...] ; Comment réagiraient les Afrikaners si mon peuple leur disait un jour : à partir d'aujourd'hui vous ne possédez plus que l'Etat libre d'Orange, en en excluant toutes les mines d'or et de charbon. Si vous allez ailleurs en Afrique du Sud, vous devrez être munis d'un laissez-passer, vous devrez rester à l'écart de nos écoles, de nos universités, de nos restaurants et de nos théâtres. Vous aurez le droit de travailler dans nos zones industrielles pourvu que vous n'y ameniez pas vos familles [...]. Vous devrez accepter le fait d'être là parce que nous le voulons bien, ou être renvoyés chez vous quand bon nous semblera. »

— S. B.